



Compte-rendu Séminaire du 15.12. 07

« *Regards critiques sur le capitalisme* »

par Christian Arnsperger



TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION	3
II. CRITIQUE DU CAPITALISME	3
III. LA NATURE DES CRITERES DU CAPITALISME	6
IV. LOGIQUE DU CAPITALISME	9
V. INTERDEPENDANCE, RELATIONS SOCIALES ET BONHEUR	12
VI. CAPITALISME DEBRIDE	15
VII. DEBAT	17



I. Introduction

Les historiens situent le début du capitalisme aux environs du XVI^e siècle avec le passage d'une économie de marché non capitaliste à l'idée que le marché doit servir les marchands qui deviennent eux-mêmes, progressivement, des accumulateurs de capital. Ils commencent à vendre non pas simplement pour vivre au jour le jour, pour soutenir leur famille ou leur communauté en réinvestissant constamment ce qu'ils ont gagné mais à mettre de côté de plus en plus de capital, à créer des succursales, à engager des personnes qui vont travailler pour eux. C'est vers le XVIII/XIX^e siècle que le capitalisme prend sa force de frappe.

Dans mon titre, en utilisant le mot « réflexion », je souligne le fait que nous allons nous enraciner dans la démarche philosophique, avec une prise de recul. Je me baserai sur la distinction philosophique entre la nécessité absolue (il est des choses que l'on peut reconnaître comme absolues) et la contingence (des choses qui viennent du hasard). Pour notre propos, il faut donc distinguer des choses qui sont économiquement nécessaires et des choses qui, comme le capitalisme, sont économiquement contingentes, provisoires, issues du hasard de l'histoire. Puis nous nous attacherons à la question du social et du bonheur. Nous verrons également ce que nous pouvons appeler le « mal » capitaliste – certains dirons même la pathologie capitaliste. Au point suivant, nous aborderons une perspective prospective envisageant une économie non capitaliste. C'est, je pense, un point qu'il faudrait développer car nous sommes, au fond, tous pris dans le processus capitaliste qui nous emporte dans des fonctionnements aliénants ne nous permettant pas de nous humaniser (que nous soyons, d'ailleurs, employé ou employeur). Je terminerai avec la philosophie et sa réflexion sur le capitalisme. En effet, il est intéressant de se demander si la philosophie est ambiguë en ce qu'elle ne serait qu'un vernis ou si elle peut faire trembler nos bases.

II. Critique du capitalisme

II.1. Spécificité de la démarche critique philosophique

Le mot critique est quelque peu négativement teinté aujourd'hui. Il peut évoquer un adolescent qui passe son temps à râler. Ce que je vous propose c'est d'exercer ce que nous appelons en philosophie, notre faculté critique. La faculté critique et la méthode de pensée qui l'accompagne sont les conditions de la philosophie. Le philosophe a pour vocation le questionnement radical. Radical est à comprendre dans le sens de vouloir aller à la racine du phénomène et du vécu, les « saisir du dedans », c'est vouloir saisir l'intelligence des phénomènes, lire dans les phénomènes leur nature profonde. Via des étapes, on peut arriver à saisir leur mécanique profonde. Intelligence, radical et questionnement forment un tout. La faculté critique est une intelligence réflexive. Bien sûr, au départ de la réflexion philosophique, il peut y avoir indignation et pulsion mais elles seront dépassées par le processus de l'intelligence réflexive, par sa dialectique. Nos émotions de départ (indignation, pulsion, colère, etc.) seront mieux servies par le questionnement radical que par une sorte de dénonciation pamphlétaire un peu rapide et gratuite. C'est au nom de ces émotions que nous nous engageons sur le chemin de la philosophie et non pas d'un point de vue déjà distancié par rapport à l'objet de notre réflexion ; on prend distance afin de ne pas rester dans la pure émotion. Faire une critique (faire, dans ce cas, de la philosophie), ce n'est pas prendre de la distance avec arrogance, pour se montrer distancié mais afin de mieux



comprendre nos propres convictions ; c'est pouvoir vivre avec les autres dans une certaine justesse (que nous n'avions pas au départ), sans animosité et faux consensus mais en laissant ouvert le champ de la problématique.

En ce sens, le philosophe ne cherche pas la désapprobation ni, nécessairement, la popularité. Il cherche la vérité à savoir le fait de retraverser nos évidences de tous les jours de manière critique. S'engager dans la réflexion critique c'est prendre le risque de mettre en cause ce qui nous semblait évident, non problématique, clair et avec lequel on doit se débrouiller. En risque aussi car c'est se remettre personnellement en cause parfois jusque dans les fondements mêmes de nos décisions d'existence. Dès lors, on ne peut philosopher si, à l'avance, nous fixons trop de choses ou nous disons que nous n'allons pas interroger telle ou telle chose. L'acte de philosopher (accessible à tous) est indexé par l'ensemble des choses que l'on a décidé de ne pas interroger, moins notre acte pourra aller loin dans l'interrogation. Certes, il y aura, peut-être, une interrogation radicale mais le cadre sur lequel on va pouvoir s'interroger sera de plus en plus étroit. Par exemple, philosopher sur l'adaptation, le changement, la complexité, etc. dans un cadre managérial sera différent de la manière de s'interroger radicalement pour répondre à la question de savoir si le travail salarié est justifié ou pas. Il existe donc différents niveaux de questionnements, à profondeurs variées et changeant la nature du travail philosophique à accomplir. Philosopher n'est donc pas une chose unique et toutes les démarches philosophiques ne sont pas au même niveau.

II.2. Dichotomie entre contingence et nécessité dans la logique du capitalisme

Nous allons laisser tomber le cadre habituel dans lequel on se situe et l'on va interroger radicalement le capitalisme dans son ensemble. Rappelons la définition du capitalisme. C'est un système économique pourvu de logiques d'actions ainsi que de critères de décisions (comme consommateur, producteur, manager, travailleur, etc.) et fondé sur un principe de base : la valorisation du capital. Plus précisément, c'est un système économique dans lequel des employeurs, en utilisant des biens capitaux (qui sont une propriété privée), engagent du travail salarié pour produire des biens et des services en vue de les vendre sur des marchés afin de faire du profit aussi grand que possible pour valoriser le capital qui a été investi. Voici, *grosso modo*, la logique unique du capitalisme. Il n'en est pas d'autre.

C'est un système qui n'organise pas seulement la production et la circulation des marchandises (il existe plusieurs marchés, des marchés qui sont morcelés : marché des biens, des services, du travail, du capital, etc.) mais aussi les relations sociales entre les personnes. A la logique du système capitaliste correspond un être humain capitaliste. Il y a donc une façon capitaliste d'être humain même lorsque l'on n'est pas manager ou actionnaire ; le consommateur, le travailleur, le voyageur sont aussi pris dans la logique. Cela n'est pas toujours perçu dans nos vies, au quotidien : on ne pense plus à quel point certaines choses anodines sont conditionnées par le fait que, au bout de la chaîne, il y a un capital qui atteint une valorisation.

Le capitalisme n'existe jamais pur, il est mélangé à d'autres logiques comme, par exemples, la logique démocratique de l'Etat moderne, la logique socialiste de la Sécurité sociale ou la



logique totalitaire, etc. ; toutes ces logiques peuvent coexister avec le capitalisme. Même s'il n'existe vraiment jamais à l'état pur, il peut être intéressant, au sein d'une réflexion philosophique, d'essayer d'en extraire les aspects spécifiques, en tirer les conséquences et en faire la critique afin de voir, jusqu'à quel point on peut, ou pas, y adhérer. La démarche philosophique nous permettrait, en ce sens, d'être des acteurs plus lucides. Toutefois, pris dans le capitalisme et pouvant difficilement en sortir, le risque est de créer ce que Hegel appelait une « conscience malheureuse ». En effet, un surcroît de lucidité n'est peut-être pas toujours immédiatement bénéfique. Tel est le risque de la philosophie. Mais si l'on ne prend pas ce risque, nous faisons de la philosophie frileuse. Sa pratique est tout à fait possible mais on n'y met pas son interlocuteur dans une position de conscience malheureuse.

Nous allons reprendre les choses à la base, à la racine, en retraversant nos évidences premières. Avant de parler du capitalisme, posons-nous la question de l'économie. Est-ce une évidence quotidienne, visible autour de nous ou qui n'existe que dans le cerveau des économistes ? C'est peut-être un peu des deux. Il s'agit de décomposer, presque de manière chimique, le phénomène capitaliste dans toute sa complexité. Je propose de distinguer deux niveaux pour analyser l'économie soit le niveau de la nécessité absolue et celui de la contingence relative. Au regard du premier niveau, l'économie est un peu comme l'air que l'on respire : on ne peut être dans une vie qui n'est pas économique, c'est de l'ordre de l'absolument nécessaire, de l'inévitable. Nos vies sont toujours déjà économiques tout comme on ne peut ne pas respirer. Pour le dire de manière plus technique, toute vie est intrinsèquement économique. J'utilise volontiers le mot « économicité », signifiant que nos existences (biologiques ou sociales) sont toujours ancrées dans une logique économique. Considérant ce niveau, on peut se demander si, dans le capitalisme il y a des choses absolument nécessaires. Dans le niveau de la contingence relative, l'économie actuelle n'est pas n'importe quelle économie : elle est une économie de marché capitaliste. Elle fonctionne d'une façon particulière (elle n'a pas toujours fonctionné comme cela). Du coup, elle n'est pas *de* et *pour* toujours comme cela. Nos existences, ici et maintenant sont des existences capitalistes. Un des aspects du hasard de notre existence à nous, maintenant, c'est que (sans qu'il n'y ait là une nécessité absolue) nous nous trouvons dans une économie de marché capitaliste.

Pourquoi est-il important de distinguer ces deux niveaux ? Car si on ne les distingue pas, on aura tendance à se tromper de niveau quand, parfois, cela nous arrange. Soit on va parler de certains aspects de notre existence économique capitaliste comme s'ils étaient des aspects inévitables : ce sera le fatalisme de ceux qui préfèrent ne pas penser ou de ceux qui veulent absolument défendre l'état actuel des choses sans trop de fatiguer. Ces derniers diront que la concurrence, la course à la rentabilité, le stress au travail, la croissance économique, etc. sont naturels parce que (ce que l'on entend souvent dire), l'être humain est ainsi fait ou que c'est le résultat de l'évolution. Ceci comporte une erreur de raisonnement : ce n'est pas parce que certaines choses sont, pour nous, très ancrées, que l'on est né dedans, que l'on a toujours vécu dans cette logique, qu'elle est, en soi, inévitable. Cette logique n'a pas toujours été comme cela et il n'y a pas de raison a priori (c'est-à-dire, sauf si l'on arrive à le prouver) que le capitalisme marchand soit le seul et dernier système que tous les êtres humains, de tout temps, embrasseront. D'autres, plus systématiquement critiques (dans le sens de révoltés permanents de nature adolescente) vont parler de nos existences économiques comme si elles étaient des aspects passagers, modifiables, transitoires. Là, c'est une espèce d'opposition volontariste abusive de ceux qui ne veulent pas accepter certaines limites humaines ou les nécessités de toute existence humaine, par exemples le



fait qu'un budget doit être équilibré, quitte à ce que l'on s'endette, que l'Etat ne peut créer de l'argent sans créer de l'inflation, que la division du travail est nécessaire, qu'aucun être humain ne peut vivre sans consommer, etc. Or, il est des personnes qui, dans un moment de révolte veulent critiquer ce genre de choses en disant que, finalement, tout cela ce sont des choses dont on pourrait se passer dans le monde économique. Les deux positions (l'analyse un peu rapide et l'hyper volontarisme qui veut tout changer même ce qui ne peut l'être dans la condition humaine) sont évitables à la condition de distinguer deux niveaux, celui de la nécessité et celui de la contingence.

Si l'on veut réfléchir philosophiquement sur l'économie de marché capitaliste, on doit admettre qu'elle a son origine dans des choses nécessaires, profondément humaines (par exemples, la division du travail, le besoin de tout un chacun de donner un sens à sa vie, le désir de tromper la souffrance et la mort, etc.) qui peuvent expliquer certains aspects du capitalisme. En ce sens, le capitalisme n'est pas totalement arbitraire puisqu'il a sa racine dans ce que l'on appelle la « nature » humaine (même si c'est un terme trompeur). En même temps, il faut aussi admettre que la façon dont le capitalisme a fini par organiser, progressivement, depuis le XVI^e siècle jusqu'à aujourd'hui nos coexistences, est mutilante en ce qu'elle nous fait perdre des possibilités d'humanisation. Nous travaillons mal et trop, nous sommes souvent des ressources humaines transformées en chair à profit sans que plus personne ne sache vraiment pourquoi tout cela est en train de tourner de cette manière. Nous sommes dans ce que nous pourrions appeler une aliénation collective. Attention, le terme d'aliénation a été fortement marqué par le marxisme et l'on a fini par stigmatiser la classe sociale que représentaient les capitalistes, coupables de l'ensemble des maux du système. Le marxisme, en particulier dans ses versions soviétiques, sera terriblement caricaturé, y compris Marx lui-même. Ce que Marx disait c'est que nous étions tous pris - capitalistes inclus - dans un système qui a fini par se détacher et tourne sans que plus personne ne sache véritablement comment l'arrêter et pourquoi il continue à durer. Finalement, chez Marx, c'est une entité tout à fait abstraite nommée « le capital ». Il le personnifie un peu trop. Mais la logique du capital nous tient tous comme dans un cercle : du consommateur jusqu'à l'actionnaire, tout le monde se tient par la barbichette. De plus, et c'est le problème, le cercle est fermé. Philosophiquement, il faut refuser le capitalisme mais pas l'économie de marché (il s'agirait donc d'aller vers une économie de marché non capitaliste).

III. *La nature des critères du capitalisme*

Nous ferons une analyse « chimique » en repartant des petites vérités premières de la vie économique pour arriver, par étapes, au capitalisme. Il est question de reconstruire philosophiquement le capitalisme à partir de ses éléments les plus fondamentaux. Pour ce faire, nous allons procéder en quatre points considérés comme nécessités absolues. A ces nécessités, nous verrons comment et ce que le capitalisme a ajouté comme contingences non nécessaires.

III. 1. Consommation

Qu'est-ce que la consommation ? Consommer, c'est, d'abord, avaler, métaboliser, consumer (en anglais, *to consume*). Il y a un lien entre consommer des calories et brûler), faire



disparaître. Il y a donc un aspect physiologique et corporel dans la consommation mais aussi, en même temps, un grand aspect psychologique et mental vu que nous, êtres humains, nous consommons à la fois des biens matériels et des services. Consommer c'est, quelque part, opérer une sorte de destruction créatrice : je transforme une chose (qui peut être matérielle ou immatérielle) en sensations (satiété, plaisir, rêve, évasion). Peu importe ce que m'apporte l'objet, lui qui n'est jamais ou rarement (dans le cas, par exemple, de personne qui meurt de faim et qui consommerait n'importe quoi) simplement métabolisé par l'être humain. La grandeur de l'être humain c'est qu'il symbolise tout (le repas ajoute du symbolique, du lien social). Sans le mental, il n'y aurait pas de consommation humaine mais du métabolisme organique aveugle. La consommation est toujours en risque de ne pas s'arrêter, de continuer à l'infini (pensez aux problèmes de désordres alimentaires) parce qu'elle est mentale bien qu'elle se nourrisse de matériel. Ceci est important pour comprendre le capitalisme dans sa façon de gérer nos envies. Le pouvoir est presque un bien immatériel que le capitaliste achète. Il consomme une certaine jouissance de lui-même à travers ce que lui apporte son statut.

III. 2. Le travail

Il consiste dans le fait de dépenser de l'énergie vitale qui se transforme en actes plus ou moins lourds : pétrir de la pâte en plein milieu de la nuit, être devant son écran d'ordinateur à guetter les flux financiers, etc. On sait d'ailleurs que le travailleur assis dans son box, achetant et vendant, dépense autant de calories que celui qui fait des travaux lourds. Dans tous les cas, ce sont des actes qui servent à créer, à produire. *Producere* signifie « porter hors de », « amener devant ». Travailler veut donc dire amener des objets ou des expériences qui seront consommés par quelqu'un (ne serait-ce que par soi-même). Consommer c'est toujours, quelque part, exploiter (au sens neutre) le travail de quelqu'un (de façon plus ou moins différée).

III. 3. Le marché

On s'exploite tout mutuellement, on s'utilise, d'où l'interdépendance inévitable. Elle est décriée partout alors qu'elle est simplement une manière d'organiser les échanges économiques et a toujours existé. L'économie de marché répond au mieux au besoin de partager les tâches de la production (au sein d'une famille, d'une communauté, d'une région, etc.). Comme personne ne peut être autosuffisant et produire, tout seul, tout ce dont il a besoin pour survivre et pour donner un sens à son existence, il faut que les gens puissent se rencontrer et échanger. C'est parce qu'il y a un marché, qu'il y a exploitation mutuelle mais c'est aussi parce qu'il y a besoin de s'exploiter mutuellement que des marchés existent. C'est ce que nous appelons l'interdépendance économique fondamentale et le marché n'en est qu'une espèce d'émanation. C'est de l'ordre du donnant/donnant. L'échange, en principe, est égal (une valeur contre une valeur) et le marché est le lieu où cela se déroule. S'il n'y avait pas de marché, on pourrait dire qu'il n'y aurait pas de vie humaine possible ou seulement celle d'une vie basique qui n'aurait rien d'humain.

Selon la couverture du marché, va aussi s'organiser une interaction entre ceux qui veulent vendre les mêmes choses. Une concurrence se créera pour attirer l'attention du



consommateur sur leur marchandises plutôt que sur une autre. Le capitalisme a mis en place une forme particulièrement féroce de la concurrence. Mais l'émulation est une partie naturelle du marché (pour autant que je puisse, par exemple, acheter le même produit à un meilleur prix sans pour autant détruire l'autre commerce). Dans la version capitaliste, on met en concurrence les travailleurs et les entreprises au nom d'une valorisation du capital dont ces personnes n'ont même pas connaissance. J'inclus dans l'économie de marché la tendance naturelle de l'être humain à comparer, à ne pas vouloir se faire avoir, etc. Cependant, cette tendance est souvent teintée de liens sociaux : on discute avec la personne avant d'aller acheter à côté, on marchandé.

III. 4. L'argent

L'argent est un moyen d'éviter les complications. On décrit le règne de l'argent. En fait, lorsque l'on parle du règne de l'argent, on décrit le règne du capital. La soif d'argent, le fait de posséder tout ce que l'on veut posséder n'est pas inhérent à l'économie. Cela peut être inhérent à l'être humain tel qu'il est devenu mais dans beaucoup de civilisations, il y a des marchés sans qu'il y ait accumulation de capital. L'argent sert donc, au niveau basique, à éviter les complications car plus le groupe est vaste plus il est difficile à toutes les paires de personnes qui veulent acheter ce que l'autre veut vendre - et réciproquement - de se rencontrer. Le troc n'est pas du tout efficace sur une grande échelle. Il faut, dès lors, des techniques d'échange et l'argent sert simplement à cela ; c'est ainsi qu'il est né. Il est utile pour transférer des marchandises d'un lieu géographique à un autre et permet de ne pas, tout de suite, faire coïncider deux besoins. Il n'est donc rien d'autre qu'un médiateur entre deux personnes différentes et il exprime la valeur des choses échangées (ce que l'on appelle le numéraire). Fondamentalement, à un premier niveau d'analyse des nécessités, l'argent n'est rien d'autre que cela.

Les points que je viens de citer font partie, je pense, des nécessités absolues, c'est-à-dire qu'elles sont liées à notre économicité. Il n'y a pas de sens de la vie sans consommation ; il n'y a pas de consommation sans production ; il n'y a pas de production sans travail ; il n'y a pas de travail sans division du travail ; il n'y a pas de division du travail sans économie de marché ; il n'y a pas d'économie de marché (un tant soit peu développée) sans argent. Ces points-là me semblent vraiment devoir être donnés. Il n'y a pas de possibilité d'une vie humaine sans ces éléments-là. Nous sommes donc au niveau des nécessités. Quand les gens défendent le capitalisme en disant « il faut bien des marchés ! », il y a là une erreur logique car il y a beaucoup d'autres façons d'organiser le marché, l'échange, la consommation et la circulation de l'argent qu'à travers un système capitaliste. Il faut bien distinguer la nécessité de l'argent et la contingence dans laquelle l'argent fonctionne au sein du capitalisme.



IV. Logique du capitalisme

IV. 1. Le capital

Qu'est-ce que le capital ? C'est de l'argent qui est transformé en source d'argent. C'est du travail qui est transformé en source de bénéfice pour des gens qui ne travaillent pas. Celui qui place du capital va gagner de l'argent sans travailler (son placement n'est le résultat d'aucune dépense d'énergie vitale). Il y a toujours eu des gens qui voulaient « faire des petits » à leur argent mais ce n'était pas le cas dans un système capitaliste, c'est-à-dire dans le cadre d'un système qui justifie toutes les actions à travers la valorisation d'un capital quelconque. Dans l'Antiquité et au Moyen Âge les riches personnages qui tentaient de s'enrichir par cette voie étaient extrêmement mal vus. Toutes les diatribes d'Aristote contre le fait de placer de l'argent et d'en gagner, les écrits de Saint Thomas d'Aquin contre le prêt usurier, etc. en témoignent. On considérait ces démarches comme quelque chose d'indigne de l'être humain car l'on ne travaillait pas, on ne contribuait pas à la richesse par son travail, c'est comme si, quelque part, on ne participait pas à la communauté humaine. On avait amassé de l'argent au lieu de le réinvestir directement en une activité économique, on le plaçait en le confiant à d'autres qui vont eux, éventuellement, le réinvestir mais qui vont devoir me rendre une partie de ce que je leur avais prêté. Cette déconnexion entre celui qui a l'argent et celui qui produit fait que le capital est une façon très particulière de faire gagner de l'argent à son argent. Les capitalistes agissent de la sorte car, au final, ils veulent consommer grâce à de l'argent que d'autres lui ont permis de gagner en produisant des biens de consommation rentables et profitables. D'autres ont dépensé leur énergie vitale à produire des biens qui ont peu être vendus, qui ont permis d'engranger un bénéfice, de faire une marge par rapport à ce qui avait été dépensé et c'est grâce à ce revenu que le capitaliste peut, ensuite, consommer. Lui ne produit rien. Et alors ? Le capital est un moyen de commander l'énergie du travail d'autrui pour mon propre intérêt. Cet intérêt sert à donner un sens à ma vie en gagnant de l'argent qui ne donnera du sens qu'à travers la consommation que je pourrais en faire. Même l'avare qui accumule tout et ne dépense rien a un rapport particulier à la consommation (il y a toujours de la consommation à la fin, même si elle est refusée, repoussée à l'infini). Personne n'accumule jamais de l'argent pour l'argent. Bien sûr, il y a une part du capital qui, dans la logique capitaliste, doit être réinvesti pour faire surnager l'entreprise afin qu'elle continue à être participante. Mais cela même participe du fait que l'on veut commander la force de travail d'autres pour continuer à faire du bénéfice dans l'avenir.

IV. 2. Economie et capitalisme

Le capitalisme qu'est-ce ? C'est ce système économique particulier, assez récent dans l'histoire de l'humanité qui organise le travail des gens en vue de maximiser la valorisation du capital ou de tous les capitaux qui circulent. Des produits sont fabriqués grâce au fait que nous travaillons tous pour moins que ce que nous rapportons. C'est la logique même du capital et si cela n'était pas le cas, le capital ne voudrait pas de nous. Le capitalisme veut produire les profits les plus élevés possibles. S'il y a une opportunité de profit qui est perdue, c'est un scandale « moral » pour le capitalisme. Le profit est, par essence, illimité vers le haut, en désir, non en réalisation. Pour cette maximisation, il faut que les capitalistes et les



personnes employées pour valoriser le capital puissent commander, à la fois, notre travail et notre consommation. Le capital, cette entité abstraite, cherche à se réaliser à travers nous tous ce qui conduit à cet incroyable paradoxe où des employés qui sont sur la brèche pour ne pas perdre leur boulot, sont eux-mêmes, capitalistes via des fonds de pension (ce qui les mettra probablement un jour au rebut à travers la gestion indirecte du capital qui a besoin de la ressource humaine pour obtenir toutes les ressources de profit possible). Et le travail, et le besoin des gens deviennent des marchandises gérables dans le capitalisme par la GRH et par le marketing. Le marketing, dans ce cadre, est simplement de la GRH tournée vers l'extérieur. Le capitalisme est un genre très particulier de l'économie de marché (au-delà d'être un marché au carré) où celui-ci n'est pas seulement un lieu d'échange pour des produits que nous avons tous fabriqués mais aussi l'endroit où se vend le travail humain. On peut également y rencontrer des dealers en capitaux (par les marchés secondaires, les placements financiers, les instruments financiers, etc.). L'argent lui-même est devenu une marchandise (le secteur bancaire et tout le secteur financier en témoignent). C'est cela l'économie de marché capitaliste : ce n'est pas une économie de marché tout court mais une économie de marché spéciale et, nous le verrons, assez problématique. Toutes ces choses font partie des contingences relatives. L'argent devient capital dans le capitalisme (l'argent n'est pas toujours du capital) ; le capital devient pouvoir de commander le travail et les besoins en vue de sa propre rentabilité ; le pouvoir de commander généralisé devient capitaliste. Tout ceci regroupe une logique qui est apparue historiquement, dont la genèse est très complexe tant et si bien que certains ont voulu la qualifier de « naturelle ». Dans cette genèse complexe, le rôle des Etats, des financiers, des marchands et la manière dont les matières premières ont été gérées, s'imbriquent. L'évolution des aspects vers le capitalisme ne fait pas partie des nécessités économiques premières. C'est une contingence lourde durant depuis 3-4 siècles et ce n'est pas prêt de se terminer (mais il reste une contingence). De même, l'égalité homme/femme est une contingence dans la loi. Il y a une égalité homme/femme qui est en droit, absolue, que l'on peut démontrer philosophiquement mais les lois qui l'ont établie à un moment donné pas plus tôt ou pas plus tard, relèvent du contingent. Le capitalisme est une économie contingente mais pas nécessaire.

Il y a, dans les système contingents, des choses qui se sont établies. Dès lors, des nécessités s'installent. Etant donné que le capitalisme a émergé à un moment donné, s'est développé, s'est installé, a innervé toute notre culture, du coup, afin que ce système se maintienne dans le temps, il est *nécessaire* qu'il y ait des marchés financiers. Ce sont, si vous voulez, des nécessités de deuxième degré. Mais le système capitaliste au nom duquel les marchés financiers sont nécessaires n'est, lui-même, pas nécessaire. On voit que, pour que le capitalisme fonctionne, il faut des marchés. En ce sens-là, il y a une nécessité des marchés financiers globalisés. Mais l'on se trompe en disant que, du coup, le capitalisme lui-même est un système nécessaire. Philosophiquement, il faut bien distinguer ces deux aspects sinon l'on passe de l'affirmation « les marchés financiers sont nécessaires » à « le capitalisme est nécessaire, on ne peut faire autrement ». Oui, on peut faire autrement : on ne peut mettre du diesel dans un moteur à essence sous peine de le casser (nécessité de second ordre), ce qui ne veut pas dire que l'on ne puisse changer de voiture pour une avec un moteur diesel. Le marché financier mondialisé est le bon carburant pour le moteur capitaliste mais le moteur capitaliste n'a pas été celui de toutes les sociétés de tout temps. Des économies de marché non capitalistes ont aussi besoin d'argent : il n'est pas en cause en lui-même puisque c'est la manière dont la logique capitaliste a façonné notre rapport à l'argent qui est problématique.



IV. 3. Nature du travail et de l'énergie humaine dans le capitalisme

Dans le capitalisme, l'exploitation a pris une tournure particulière. J'ai dit que dans tout système économique on s'exploite innocemment les uns les autres car, dans la division du travail, on a besoin¹ les uns des autres : c'est une nécessité absolue (sauf si l'on veut être totalement isolé, autarcique, ce qui serait dommage et qui ferait que notre vie ne serait pas humaine). Même dans la relation humaine la plus authentique, il y a un aspect d'échange, d'« exploitation » (au sens tout à fait neutre du terme) : l'autre est là et me donne des choses que je n'ai pas et dont j'ai besoin. Mais au sein du capitalisme, le travail, comme ressource humaine, est *produit* par la société pour les entreprises. C'est l'idée que, par exemple, la société doit former les jeunes pour qu'ils soient employables. Lorsque l'on dit innocemment à nos enfants qu'ils doivent bien travailler à l'école pour trouver un bon métier plus tard, on suggère que la société doit produire dans notre enfant une force de travail telle qu'un capitaliste ait besoin d'eux en prenant son énergie vitale pour la transformer en profit. Les besoins de consommation sont aussi, en partie, produits par les entreprises (la publicité s'y attelle aussi). C'est tout l'enjeu de ce que Jean Baudrillard appelait dans les années 70 la « consommativité ». Ce terme n'a pas eu de suite et c'est dommage car il faisait le pendant de la productivité. En effet, la société doit aussi produire des individus consommateurs. Lorsque Georges W. Bush dit, au lendemain du 11 septembre, allez faire vos courses, ne laissez pas tomber l'économie américaine, c'est cette production sociétale qu'il rappelle. On a besoin de votre « consommativité » et pas seulement de votre productivité : consommer devient une nécessité sociale pour tenir la logique de recherche de rentabilité du capital. Bien évidemment, la grande angoisse de tout entrepreneur c'est qu'il n'y ait plus personne pour acheter ses produits.

On se sert les uns des autres dans le travail et dans la consommation dans tout système mais dans le capitalisme c'est pour servir, en dernière instance, les besoins de la finance et de la profitabilité. Le besoin au nom duquel nous nous exploitons les uns les autres est plus loin dans la chaîne, il est plus caché et plus aussi visible qu'avant. Je ne dis pas qu'il n'y avait pas d'exploitation auparavant : Marx démontre que le système féodal usait de l'exploitation mais le seigneur était là, par très loin et venait, en personne, chaque année, prélever sa part. Cette « invisibilité » donne une puissance beaucoup plus grande à la puissance du capital de combiner travailleurs et consommateurs afin de presser, au maximum, les individus pour qu'il y ait du profit qui s'en dégage. La quantité d'aliénation, de perte des repères humains, personnels et collectifs, est assez phénoménale dans le capitalisme même si ce n'est pas toujours aussi visible. Comme travailleurs (que nous soyons employés, cadres ou managers) nous sommes arrachés à nous-mêmes, stressés, pressés en vue de quoi ? Pour consommer d'avantage. Collectivement nous courrons tous dans une vie de plus en plus haletante pour que, collectivement, nous puissions consommer toujours plus. Comme consommateurs, nous sommes aussi sollicités, gavés, pour quoi ? On ne dit dans les médias que c'est pour garder collectivement notre travail. Travailler pour consommer et consommer pour travailler, c'est une sorte de cycle infernal de la croissance économique aveugle et de la productivité sans cesse croissante. Cela est maintenu par la nécessité d'une rentabilité soutenue qui exige que l'on relance tout le temps ce cycle. Evidemment, plus les marges exigées (les fameux 15% des marchés financiers mais pas

¹ Kant disait que le mariage est un contrat où les époux consentent à se louer leurs organes sexuels.



seulement car les actionnaires sont gourmands en dividendes) croissent, plus le cycle est alimenté, ne s'arrête plus et plus grand monde ne sait pourquoi l'on continue, bon an mal an.

Pourquoi continue-t-on ce cycle infernal ? Je crois que nous ne sommes plus capables aujourd'hui de voir le sens de nos existences *ailleurs* que dans notre participation à ce cycle. Même lorsque nous essayons de voir le sens de notre existence dans un ailleurs (dans un travail bénévole, dans la famille, etc.), on sent bien que tout cela est tributaire du fait que l'on réussit d'abord dans ce domaine de travail lié à la logique du capital. Actuellement, les modes de vie non capitalistes sont assez rares. L'idée qu'il y ait des modes de vie à travers lesquels nous soyons assez complètement déconnectés de ce cycle que je viens de dénoncer est assez bizarre pour nous. L'humain devait être une fin de l'économie et il est devenu un moyen de servir cette économie, ce système particulier. Tout se tient, tout le monde peut désigner quelqu'un qui lui fait faire quelque chose au nom de la valorisation du capital, ce même quelqu'un qui doit désigner quelqu'un pour faire quelque chose au nom de cette valorisation (la boucle est bouclée). Ceux qui sont en bout de chaîne et qui n'ont personne à qui faire faire quelque chose vont compenser par une consommation ; il faudra donc que d'autres produisent des biens. Même les très hauts managers tels que vous, je pense, vivent dans un monde un peu idéalisé où ils croient – à juste titre – qu'on a besoin d'eux et, en même temps – à tort – que ce système là est le seul possible, le meilleur et celui qui sert le mieux les intérêts des êtres humains. Tout un discours de justification un peu idéologique se met en place. On peut avoir ce discours qui dit que c'est le meilleur système mais il faut, alors, aller jusqu'au bout et énoncer que la manière d'être humain dans ce cycle n'est pas absurde : c'est ainsi que l'être humain doit vivre. Dans ce cas, les effets de pollution, de dépressions, etc. qu'engendrent le système ne feraient que partie de la vie. Bien sûr, il est difficile de maintenir jusqu'au bout cette argumentation.

V. Interdépendance, relations sociales et bonheur

L'économie de marché capitaliste se nourrit de nos angoisses et nous propose des dérivatifs, des produits amusants, des modes de travail provisoirement enthousiasmant, etc. Elle se nourrit de nos angoisses et elle les renforce. L'hyper concurrence, le stress au travail et les problèmes de pollution ne trouvent pas de réponses dans la logique capitaliste. Le capital n'a pas besoin des êtres humains, ce dont il a besoin c'est d'énergie (d'où qu'elle vienne, il s'en fiche). Je pense que la logique du capitalisme est une logique de mécanisation croissante. Si l'on pouvait se passer de l'homme, on le ferait. D'hyper créativité et d'adaptabilité, pour l'instant, les machines n'en sont pas capables et c'est pour cette raison que l'on embauche des humains. Quant à la pollution, elle n'est pas contrôlée par le capitalisme sauf à partir du moment où elle deviendra tellement catastrophique qu'elle mettra en danger le système lui-même. Mais, il sera probablement trop tard pour l'humain. La ressource humaine n'est pas, je crois, directement pertinente pour le capitalisme même si elle est très pertinente pour certains capitalistes et, a fortiori, les managers qui servent les capitalistes. Je ne dis pas que tous les managers sont des anti-humanistes, bien au contraire, mais le capital, lui qui nous prend tous dans sa logique, s'en fiche complètement (y compris, d'ailleurs, des managers).

Ce système contingent qui est le nôtre est une logique qui nous met tous au service de quelque chose que nous ne voyons pas et qui est le désir des détenteurs ces capitaux – voire le capital lui-même en tant qu'entité abstraite inhumaine ou machinerie – d'accroître



ses propres valeurs. Cela marche très bien car l'on a tout fait pour qu'il en soit ainsi. Fondamentalement, la technologie du marché en général a été extrêmement améliorée par le capitalisme au cours des 300 dernières années. Cette dynamisation du capital, fonctionnant bien, n'est pas prête de s'arrêter. Il n'empêche, en tant que philosophe, on peut se dire que quelque chose qui ne peut s'arrêter ne peut être défendu.

Le principe de base est celui de la rentabilité c'est-à-dire que le système capitaliste donne le droit aux capitaux de faire fructifier leur base de fond. De façon parallèle, le capitalisme impose comme obligation à ceux à qui les capitaux sont confiés de les faire fructifier. Le droit à la rentabilité et l'obligation à la rentabilité sont inscrits dans les structures juridiques des entreprises et régissent la désignation de toute la chaîne qui va du directeur vers les gestionnaires, les cadres, les autres travailleurs et ceux qui sont au bout de celle-ci. La chaîne répond donc à cet impératif. Il faut faire trois choses en bout de chaîne : trouver les bons marchés (les clients assoiffés et solvables) afin de maximiser les coûts, trouver de bonnes techniques de gestion (et de bons collaborateurs productifs) afin de minimiser les coûts, dénicher les bons placements afin d'investir ou réinvestir certains des bénéfices.

Cette logique du capital est abstraite au sens où c'est une logique qui a l'air de tourner sur elle-même (on ne sait qui la régit et l'on est tous pris dedans) mais, en même temps, elle a des répercussions très concrètes, elle met en jeu des êtres humains à travers ce que Marx appelait des « relations sociales capitalistes ». Marx disait même que le capital, au départ, est de l'argent mais que dans le capitalisme il devient une relation sociale, soit une façon d'organiser notre être ensemble pour nourrir cette rentabilité en bout de chaîne. L'impératif de rentabilité façonne aussi nos manières de nous considérer les uns les autres, de concevoir la société, la solidarité, etc. Certes, l'actionnaire se sert du PDG mais il lui offre le bonheur d'une belle rémunération. Le PDG se sert des gestionnaires mais il leur offre aussi une bonne rémunération et une activité dynamique source de bonheur. Ils utilisent les salariés mais ils leur offrent, aussi, le bonheur d'avoir un travail, du temps libre, un salaire leur permettant de consommer, consommation contribuant également au bonheur de leur famille. Les consommateurs se servent des entreprises pour obtenir les biens et services que nous désirons mais, en contrepartie, nous contribuons au chiffre d'affaire et donc, au bonheur de tous (salariés, gestionnaires, dirigeants, actionnaires, etc.).

N'est-ce donc pas là un système où chacun contribue fortement au bonheur des autres à travers la circulation d'argent ? Au nom du principe de rentabilité, est-ce si mal ? Est-ce tellement néfaste d'organiser notre interdépendance ? Et puis, si cette logique nous déplaisait tellement, est-ce qu'on ne s'en serait pas débarrasser depuis longtemps ? Vu la dominance historique du capitalisme, on pourrait penser que, globalement, il nous rend heureux. Or, ce qui est frappant c'est que bon nombre d'études sur le fameux « paradoxe du bonheur » montrent que dans les sociétés capitalistes développées, il n'en est rien ou presque rien². Nous sommes dix fois plus riches que nos grands-parents mais notre sentiment subjectif de bonheur est à peine plus élevé. Dans certains pays anglo-saxons dont les USA, la tendance récente est même à une légère diminution du bonheur de vivre alors même que la course à la rentabilité et à la consommation est de plus en plus effrénée.

² Cf. le livre *Le paradoxe du bonheur* de Gilles Lipovetsky, éd. Gallimard, coll. Nrf Essais, Paris, 2006 ainsi que l'article à l'adresse URL : <http://www.portstnicolas.org/spip.php?article1828>



Visiblement, malgré le fait que l'on soit tous engagés et noués dans ce système d'interdépendances, tout le monde ne s'y retrouve pas : stress, sentiment de l'absurdité de l'existence, etc. Et ce, alors même que la quantité de biens matériels qui se déversent sur nous (j'ai lu dans un journal que l'une des périodes les plus stressantes à Londres est la période des achats de fin d'année) n'a jamais été plus énorme. Pour nous fournir cette quantité énorme de biens, les entreprises se livrent une concurrence de plus en plus féroce car leurs actionnaires sont toujours eux-mêmes de plus en plus avides de bénéfices (et non parce qu'il y a de plus en plus d'entreprises sur le marché). Il faut fournir à l'actionnaire et au capital en général, ce qu'ils demandent. Il faut donc accroître la pression sur les dirigeants, les cadres et les travailleurs afin de maintenir les marges bénéficiaires sans cesse grignotées par la compétition ; le stress au travail augmente en proportion de la surconsommation alors qu'une minorité de personnes a, peut-être, brièvement l'impression de réaliser son plein potentiel humain dans cette course effrénée (c'est ce qui fait, quelque part, tenir l'attrait du système) mais pour la majorité d'entre-nous, c'est plutôt synonyme d'essoufflement voire, pour certains, de perte du goût de vivre et de dépression. Grâce au capitalisme, nous sommes indéniablement plus riches, plus productifs, plus consommateurs mais, humainement parlant, guère plus heureux. Et pourtant la spirale se poursuit. Pour le comprendre, il faudrait interroger autrement la raison d'être du capitalisme. Peut-être que la course à la rentabilité (ce système né vers 1500 et s'étant développé en Occident) a des racines plus profondes qu'il n'y paraît. Peut-être que la course à la rentabilité du capital nous fournit l'illusion tenace du bonheur ; illusion qui, pour bon nombre d'entre-nous, vaut mieux que la vérité sur nos existences. Peut-être que pour l'homme occidental, pour une série de raisons, le capitalisme est devenu une sorte de spiritualité collective (il ne s'agit pas de stigmatiser des individus) de remplacement face à une incapacité de l'Occident de s'arranger avec, notamment, les inquiétudes métaphysiques que tout être humain porte en lui (la peur de mourir, la peur de la fragilité, la peur de la souffrance, etc.). Toutes les cultures doivent répondre à ces inquiétudes. Dès lors, il se pourrait bien que c'est à travers les biens matériels, à travers l'accumulation (et, du coup, le désir de rentabilité exacerbée) que notre culture a essayé de répondre pendant quelques siècles, à l'angoisse fondamentale de l'être humain, au non-sens de la vie, etc. Pour nous Occidentaux, après 400 ans de capitalisme, laisser tomber ce système pour se retrouver devant les mêmes questions existentielles, ce n'est pas évident. Le capitalisme remplit ce rôle qui consiste à nous mettre tous ensemble (managers, travailleurs, consommateurs, même actionnaires, etc.) dans une grande entreprise culturelle répondant à un besoin humain, celui de trouver un sens à notre vie, de se croire sinon immortel, du moins pleinement en prise avec la réalité dans une entreprise qui vaut la peine d'être expérimentée. Ce n'est pas parce que le capitalisme a répondu à cela qu'il est absolument nécessaire mais je dirais qu'il a un degré d'emprise pas négligeable. Des personnalités comme Max Weber avaient perçu que, dans la religion protestante, le capitalisme avait une justification. En effet, il permettait d'être grand aux yeux de Dieu et d'accumuler beaucoup de bénéfices pour être bien vu par lui. Tous, collectivement (sans qu'il n'y ait des coupables individuels, des personnes malveillantes voulant manipuler le système), nous y avons contribué. C'est donc une entreprise d'ensemble qui, si elle n'est pas critiquée, va continuer.

Avec la critique que le marxisme a faite du système capitaliste, nous nous sommes « cassés les dents » car il invoquait la décapitation du pouvoir capitaliste dans un mouvement révolutionnaire où les prolétaires prendraient la place. Résultat, les prolétaires (ou plutôt l'élite qui parlait en son nom) ont fait pire que mieux en prétendant dépasser la logique de pur pouvoir alors que l'on a mis une autre logique de pouvoir à la place, autrement plus sanguinaire. Ce n'est pas que le capitalisme ne soit pas sanguinaire (il l'est à la marge, cela



se voit moins. Il est moins brutal quoique certains le subissent comme tel) mais le communisme n'a absolument pas mis le doigt au bon endroit. Mettre le doigt au bon endroit c'est interroger le capitalisme sur son versant existentiel. C'est dire : si on n'avait plus le capitalisme et que nous devions, à nouveau, faire taire nos peurs les plus profondes, que mettrait-on à la place ? Veut-on faire cela ? Si non, continuons car le système marche. La recherche de richesse et de pouvoir pour répondre au sentiment humain du vide intérieur, n'est pas spécifiquement occidentale. Dans d'autres cultures (je pense au Japon par exemple) qui sont, de surcroît, en contact étroit avec nous, l'être humain étant semblable partout (même s'il est façonné différemment par différentes cultures), va facilement se brancher sur le capitalisme. Et si ce n'est pas sur le capitalisme, et que l'on n'interroge pas sur ce qui fait le pouvoir et l'argent, on met à sa place un despotisme, une théocratie, etc. Je veux maintenir que le capitalisme n'est pas ultimement nécessaire. Mais pour montrer qu'il n'est pas nécessaire, il ne suffit pas de simplement dire (à l'instar du marxisme) que c'est un système injuste, inéquitable, avec des relations de pouvoir que l'on peut dépasser. C'est un peu trop facile car, en réalité, ce qui se joue dans le capitalisme (comme dans d'autres systèmes) c'est toujours le rapport de l'être humain à la mort, à la crainte, au symbolique, au religieux, à l'angoisse, etc.

VI. Capitalisme débridé

Si on la laisse à elle seule, la logique va avoir tendance à dériver vers le genre d'extrêmes que j'ai décrits. Les pulsions psychologiques, les instincts qui agissent à l'intérieur de la logique capitaliste rendent le capital incapable de s'autolimiter dans sa recherche de la rentabilité. Il est dans la nature du capital de chercher une rentabilité infinie. Au fond, le capitalisme est beaucoup plus gaspilleur qu'il n'en a l'air ; il n'essaie d'économiser et de potentialiser que les ressources dont il a besoin pour maximiser ses ressources. Tout ce qui est gratuit et disponible est gaspillé allègrement, notamment les ressources gratuites naturelles et, surtout, la ressource humaine. Celle-ci est gérée de manière à la fois productive et gaspillée sur le versant de l'humanisation. Comme je l'ai dit tout à l'heure, au fond, le capital n'a pas besoin de l'être humain. Il a besoin d'une énergie vitale. Ce que l'on fait dans la GRH c'est gérer comme un moindre mal des humains car c'est eux qui portent la ressource énergétique dont on a besoin. L'idéal serait que tout ceci soit mécanisé, que l'énergie vitale humaine soit amenée par un grand tuyau. L'emploi n'est pas un problème. Certains capitalistes (et on aimerait qu'il y en ait plus), par principe moral, veulent donner des emplois mais ils se font vite évincer par les marchés financiers. Le plein-emploi n'est pas une notion capitaliste.

Toutes les sociétés ont toujours encadré la logique capitaliste par des protections sociales non capitalistes. Ce sont des protections sociales qui forment ce que l'on appelle aujourd'hui la social-démocratie à savoir tous les systèmes de redistribution qui, après la guerre, ont essayé de réduire, de contenir les effets agressifs, expansifs, de la logique propre du capital. Le capitalisme apparaît (c'est souvent ce que l'on entend dans les discours économistes et politiques) comme un outil efficace mais dangereux, corrosif, s'il n'est pas encadré. Il faut contenir l'énergie débordante, infinie, qui est contenue dans la recherche de la rentabilité. La logique du capitalisme (et nous en sommes tous victimes) c'est comme de l'acide corrosif qui a tendance, si on le laisse faire, à ronger, à percer les protections que l'on a construites autour d'elle. Je pense que c'est une observation quasi scientifique : personne n'y peut rien, cela fait partie de la nature du capital tout comme il fait partie de la nature de l'acide d'attaquer les substances avec lesquelles on le met en contact. Le capitalisme a aussi



tendance à vouloir s'affranchir des protections qu'on lui met car se sont autant d'opportunités de profits potentiellement perdues. Les détenteurs de capitaux vont chercher, par tous les moyens, à accroître leurs actifs y compris le rendement après impôts. Le fait que dans nos démocraties on fasse, bon an mal an, des réformes fiscales qui diminuent la pression sur le capital nous enclins à penser que l'accroissement est absolument endémique. Imaginez une personne extrêmement aisée possédant d'importants capitaux pouvant rapporter de très bons rendements sur les marchés financiers. Est-ce que cette personne a vraiment intérêt à payer 50 % (même 20 %) pour avoir accès à des hôpitaux publics, à des routes publiques, etc. ? Si cette personne se mettait à contribuer à des services de santé privée, à des services privés de voirie et si elle cessait de payer pour tous ceux qui n'en n'ont pas les moyens (une rupture de solidarité), est-ce que cette personne n'aurait pas accès à des services qui lui reviendraient, en fait, moins chers ? Le service dans le domaine privé est, évidemment, plus cher dans l'immédiat mais c'est beaucoup moins cher dans le cumul si l'on ne paie pas de cotisations pendant plusieurs années. Ainsi, une telle personne n'a pas intérêt à contribuer à la solidarité collective. Ce cas illustre un aspect assez méconnu du capitalisme mais qui a une énorme importance : si on le laisse à lui seul, le capitalisme devient aussi un système de sécurisation sociale. C'est un système très élitiste, très inégalitaire mais qui offre à la minorité de ceux qui ont pu gagner un minimum de bénéfices un système privé de services moins coûteux que dans la Sécurité Sociale non capitaliste. Cette minorité ne mutualise pas ses revenus - et elle le fait sur le dos, si je puis dire, de toute la société - mais a accumulé le capital grâce à la participation, cette fois-ci, de tous les travailleurs, de toutes les infrastructures mises à disposition de l'Etat à un moment donné, etc. Ce système alternatif de sécurité sociale explique peut-être pourquoi, instinctivement, les individus se lancent dans l'accumulation du capital : si l'on accumule, c'est que l'on veut se sécuriser ; on veut avoir l'impression que l'on est invincible, que notre fragilité est diminuée, que l'on se tient tout seul, et ainsi de suite...

La social-démocratie ne nous propose pas seulement aujourd'hui un système capitaliste encadré par la Sécurité Sociale et les lois, les règlements mais nous présente deux systèmes, l'un capitaliste, l'autre non capitaliste et prétend pouvoir les faire coexister. D'un côté, un système de sécurité sociale très élitiste et inégalitaire où le capital laissé à lui-même permettant à ceux qui le détiennent de se sécuriser bien mieux qu'en devant payer pour une solidarité très coûteuse et un système de Sécurité Sociale non capitaliste, publique, mutualiste, essayant de récupérer un maximum de sommes possibles pour les redistribuer à ceux qui ne détiennent pas de capital. Deux systèmes de sécurité sociale rivaux, basés sur deux logiques en partie contradictoire où d'un côté on tente de s'assurer par le profit, le gain personnel, la rentabilité engrangée, l'instinct capitaliste et, de l'autre côté, s'assurer par la redistribution et la solidarité. Dans le jeu actuel de la social-démocratie, on ne peut faire coexister ces deux systèmes. Pour créer notre richesse collective, on va se baser sur le principe de rentabilité (le capital va chercher toute la rentabilité possible) et, d'avance, on annonce que la moitié va être, ensuite, taxée et mutualisée au nom du principe de solidarité. On voudrait faire coexister la cupidité capitaliste inscrite dans sa logique même du capital et la générosité solidariste. Ils sont censés aller de pair sans la même société et chez les mêmes individus. Nous avons tous un capitaliste et un solidariste en nous mais comment ces deux entités coexistent-elles ? C'est un énorme problème car ces deux entités entendent tirer, comme on dit, la couverture chacune pour elle-même. Ces logiques sont fortement opposées voire contradictoires. D'ordinaire, on ne perçoit pas cette antinomie car l'on ne voit pas que le capitalisme est également un système de sécurisation (on dit que c'est un système de production). Le capitaliste en nous (qui sommeille chez certains et qui se réalisent chez d'autres) cherche, par la rentabilité et l'accumulation, une sécurité



existentielle. Dans un cas, on veut que chacun devienne un petit capitaliste de son existence et, dans l'autre cas, que nous devenions tous des participants solidaires à une redistribution. On nous pousse à faire coexister ces deux logiques en nous mais il n'est pas du tout évident que cela soit cohérent. Ce que le système capitaliste exige pour pouvoir continuer à exister est quasiment l'inverse de ce que le versant solidariste exige pour pouvoir se maintenir.

VII. Débat

Intervention 1 : *La logique capitaliste dit qu'il doit y avoir un minimum de solidarité, de paix sociale afin qu'il puisse survivre.*

Christian Arnsperger : Ici c'est une version très instrumentale de la solidarité mais c'est exact. Je pense d'ailleurs sincèrement que la social-démocratie elle-même est le produit du capitalisme. L'idéal socio démocrate est incohérent mais la social-démocratie assez minimale que l'on a développée (et qui maintenant est en danger) a fait réagir les capitalistes qui se sont dits qu'il ne fallait pas aller trop loin. C'est le risque entrevu dans les années 40 de voir tout le prolétariat basculer dans le communisme. Mais ce lâcher de lest ne peut être considéré, par la logique capitaliste, que comme une donnée provisoire. Si l'on arrive à faire une sorte de conversion idéologique qui consiste à dire que chaque travailleur doit maintenant gérer lui-même son fonds de pension en ne comptant plus sur la solidarité humaine parce que c'est éthiquement justifié, dans ce cas, nous n'avons plus besoin de la solidarité publique. Le minimum de sécurité dont vous parlez peut diminuer sans que l'on ne se révolte vraiment.

Intervention 2 : *Ce qui est symptomatique c'est que le rendement s'est produit au moment où le monde soviétique s'est écroulé car il n'y avait plus la menace de pressions prolétarienne.*

Christian Arnsperger : Ce qui est intéressant dans cette analyse c'est que l'on évite de trop polariser en disant qu'il y a de méchants capitalistes (alors que nous sommes tous capitalistes sans le savoir avec nos fonds de pension. Paradoxe : un travailleur peut lui-même se mettre au chômage à cause de son fond de pension). Cela montre à quel point le système est incohérent et que les exigences de la rentabilité dans l'entreprise vont contre les exigences de la sécurisation. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il ne faut même plus parler de capitalistes. Nous sommes dans le cauchemar que Marx avait pressenti (certes, il est excessif et pas toujours très mesuré dans la façon dont il l'analyse). Il prévoyait que les êtres humains et les collectivités allaient, assez rapidement, être littéralement dépassés par le capital, cette chose diluée, n'appartenant plus à personne mais qui, agrégée, s'assied sur nous et nous pèse. On ne sait plus très bien qui pointer du doigt pour commencer une dénonciation. Cela dépend du fait que, malgré tout, chaque entreprise, chaque dirigeant, chaque consommateur et travailleur souscrit « spontanément » à une série de critères de décisions et de comportement qui sont capitalistes. Je veux acheter le moins cher possible et le plus possible, je veux que mes travailleurs me coûtent le moins cher possible car le travail représente un coût et le profit est un gain (Marx demandait pourquoi on ne voyait pas le profit comme un coût. Dans le capitalisme, c'est le travailleur qui coûte au profit), je veux, en tant qu'actionnaire, 15 % de bénéfice car cela me permet de travailler moins : tous ces



comportements sont présents individuellement. Mais il sont, effectivement, tellement dilués que plus personne ne sait très bien où pointer.

J'ai quelques pistes qui me semblent devoir être évoquées et qui vont assez à contre-courant de l'économie de marché. C'est le thème de la démocratisation simplificatrice.

Pour trouver de nouvelles bases philosophiques à notre existence économique (je ne rejette pas l'économie, la production, le marché, etc.) il faut explorer de nouvelles pistes. Nous sommes vraiment au stade exploratoire car je pense que les politiques n'ont encore aucun outil pour analyser ce que je vais dire. D'un côté, il s'agirait de beaucoup plus promouvoir une éthique de la simplicité de la vie qui a été au cœur de diverses philosophies et spiritualités, aussi bien occidentales qu'orientales. On voit bien qu'une grande partie du travail philosophique traditionnel depuis la quasi nuit des temps jusqu'au milieu du XIX^e siècle a été centré sur l'idée de renoncement et pas sur celui de fuite en avant, de course, de gavage et de possession. Le capitalisme est arrivé à un moment où la société a commencé à se séculariser, où les idées judéo-chrétiennes ont été ridiculisées (ne pas trop accumuler, donner à son voisin, etc., bref des idées simples à la base d'une éthique de vie très différente) alors qu'elles étaient encore ancrées dans les discours (pas suivies, bien sûr, par tout le monde). Je pense qu'il faudrait les ressaisir d'une manière ou d'une autre, notamment à travers ce que l'on appelle aux Etats-Unis et au Canada les mouvements de « simplicité volontaire ». Ils se développent surtout dans les élites bourgeoises et chez les « créatifs culturelles » (souvent issus de milieux managériaux ou bien placés dans la hiérarchie capitaliste).

Intervention 3 : Un Américain voit un Mexicain qui pêche de gros poissons. Il lui demande pourquoi il n'en fait pas une grosse entreprise comme ça tu auras beaucoup d'argent, tu pourras mettre ton entreprise sur le marché. Et le Mexicain répond : « Hé quoi ? » - l'Américain : « Avec tout cet argent tu vas pouvoir investir, te préparer une fortune, arrêter de travailler. » Le Mexicain, impassible, de rétorquer : « Hé quoi ? » - l'Américain qui n'en démord pas : « Tu vas pouvoir prendre des vacances, voyager, prendre du bon temps ». Le Mexicain : « Hé quoi ? » - l'Américain : « Tu vas pouvoir revenir ici et te remettre à pêcher. ». Et le Mexicain : « Ben et alors ? ».

Christian Arnsperger : C'est une excellente métaphore du développement du capitalisme. Peut-être que vers 1500 ans, une série de marchands ont commencé à parler comme l'Américain. Maintenant, après 400 ans, ce que les individus faisaient, au départ, pour travailler et qui faisait leur quotidien c'est ce que nous, nous voudrions faire comme loisir en réduisant notre train de vie ou en re-réduisant tout ce qu'on a empilé sur cette activité initiale.

L'autre idée fondatrice serait la démocratisation. La démocratie est au cœur, cette fois-ci, de notre propre héritage occidental des Lumières. Aujourd'hui, elle a été totalement annexée à la logique du capitalisme. L'économie de marché non capitaliste dont on aurait besoin est une économie où la consommation, la production, le travail, le marché et l'argent (nos cinq nécessités absolues) seraient régis par une démocratisation simplificatrice. Cela ne veut pas dire que l'on ne va plus consommer ou produire mais que ces activités seront encadrées par, d'une part, une éthique de simplicité choisie (une autocritique des prétendus besoins que



nous avons) et une généralisation du principe démocratique (y compris – et c'est ce qui fait le plus problème – dans les entreprises). Il faudrait soustraire le travail humain au marché capitaliste, celui dans lequel je ne peux trouver un poste que s'il y a un extracteur de profit qui veut de moi (dans certains pays, l'employeur m'accorde 6 heures de ma semaine tandis que 28 heures sont consacrées à mon travail pour lui). Dans la social-démocratie nord occidentale, le travail salarié est encore relativement protégé. Mais, globalement, il y a une sorte d'injustice structurelle dans le fait que certains doivent quémander quelqu'un qui veut bien d'eux. C'est une asymétrie structurelle qui fait que, la plupart d'entre-nous, en tant que salarié, sommes lancés dans des activités sans grande autonomie où ce qui nous est demandé de faire est dicté par le capital lui-même. La réflexion critique a du mal à accepter l'aliénation salariale. La seule solution (et on y réfléchit de nos jours en éthique économique), c'est de promouvoir la démocratie d'entreprise et, à terme, voir se réduire ou disparaître les entreprises qui ne seraient pas détenues et dirigées par leurs employés. La réaction immédiate nous fait dire que les employés ne sont pas capables de gérer seuls leur entreprise et c'est pour cela qu'il faut des gestionnaires. Cependant, ceci ne contredit pas la démocratie d'entreprise. Le problème de la gestion capitaliste c'est que dans la chaîne qui vient du capital et qui descend vers les travailleurs, tout le monde est mis au service de ce capital qui veut sa rentabilité maximale. Il serait tout à fait concevable qu'un collectif de travailleur élise (même pour un certain temps), ses dirigeants.

Intervention 4 : *Mais ce sera toujours inséré dans une logique capitaliste.*

Intervention 5 : *Vous parlez des coopératives ?*

Christian Arnsperger : La démocratie d'entreprise peut prendre plusieurs formes. Par exemple, on a pratiqué des expériences de coopératives totales. Elles n'ont pas toutes bien marché : certaines, à cause de problématiques internes qu'il ne faut pas éluder (la hiérarchie peut faciliter des choses, nous sommes bien d'accord), certaines aussi parce qu'elles sont face à un marché d'entreprises capitalistes qui leur font de la concurrence déloyale. Si l'on rejette l'idée que des employés peuvent autogérer leur entreprise, je pense qu'il faut se poser la question de savoir pourquoi on conserverait le suffrage universel car, a fortiori, un citoyen n'est pas capable de gérer son pays. De fait, je sais que dans certains milieux managériaux, il y a un scepticisme vis-à-vis du suffrage universel.

Intervention 5 : *On l'explique autrement en disant que l'on est obligé d'élire des hommes politiques car les personnes compétentes ne veulent pas faire de la politique.*

Christian Arnsperger : Il y a d'autres formules de démocratie d'entreprise moins radicale que la coopérative.

Intervention 6 (5) : *Mandragone serait assez bon en terme de démocratie d'entreprise.*

Christian Arnsperger : Ceci est une coopérative. Le débat est ouvert pour savoir si la démocratie d'entreprise marche ou pas. Une de mes collègues travaille sur l'idée d'une



entreprise bicamérale. Il y aurait l'assemblée habituelle des actionnaires, détenteurs des capitaux, et une deuxième chambre des représentants du personnel, pas seulement les syndicats. Les mesures d'investissements devraient passer les deux chambres pour être avalisées. Ceci donnerait un poids de blocage et de veto à ceux qui sont concernés.

Intervention 7 : *N'est-ce pas ce qui est d'application dans le système suédois ou en Allemagne ?*

Christian Arnsperger : Oui, il existe des systèmes qui s'en rapprochent.

Intervention 8 : *Dans un marché concurrencé, que vous ayez une entreprise gérée par le personnel ou par le capital, on est toujours perdant.*

Intervention 9 : *La grande différence, c'est la démocratisation soit le partage du profit. On ne remet pas en cause l'efficacité du système mais la répartition du profit.*

Intervention 10 (8) : *Il reste que le profit est meilleur pour les employés mais je ne pense pas que ce soit le but final. Le vrai bonheur est-il de dire que le profit vient, à présent, chez soi ou de trouver un équilibre de vie où toutes les valeurs sont prises en compte ?*

Christian Arnsperger : Parallèlement à cela, il faut que dans la sphère de la consommation il y ait un changement assez radical. Disons qu'il y ait des coopératives. Quand elles font des bénéfices, elles les partagent en deux parties : ce qui est réinvesti dans la firme et ce qui est distribué aux membres. La concurrence existe mais elle n'est plus dictée par des marges bénéficiaires dans la mesure où le reste du bénéfice revient non pas à des actionnaires mais aux travailleurs eux-mêmes, lesquels doivent accepter que leur rémunération bouge plus qu'avant (mais soit plus élevée) à cause de la conjoncture de vente de leur firme. Dans ce cas, le travail n'est plus un coût. Le travailleur est celui qui reçoit un bénéfice. Nous n'avons plus un marché capitaliste. Certes, on a encore un marché du travail dans le sens où il faudra bien trouver quelqu'un qui veuille m'embaucher ; mais la raison pour laquelle je vais être embauché ne va pas être que je vais rapporter à ce point plus que ce que je coûte. La proportion entre le coût et le rapport peut être, dans certains cas, plus raisonnable et plus humanisante, moins hiérarchique. Mais si, par ailleurs, les consommateurs veulent acheter toujours plus, à moindre prix et continuent à faire pression sur les entreprises pour qu'elles rationalisent, licencient, aient les prix les plus bas, la situation n'évoluera pas. Il faut que la société des consommateurs fasse une énorme autocritique quant à la pression que nous mettons tous sur les firmes pour qu'elles nous fournissent de plus en plus de « broll » et de moins en moins cher.

Intervention 11 : *Ce serait une économie dirigée ?*

Christian Arnsperger : Non, pourquoi ? On éduque bien nos enfants à des tas de choses. Ils pourraient nous dire qu'ils se sentent comme dans une dictature, qu'ils ne peuvent rien faire



eux-mêmes. Par exemple, l'éducation des citoyens dans les pays Scandinaves n'est pas la même que l'éducation des citoyens américains. Ils baignent dans une réalité sociale et économique différente. Pourquoi ne pas imaginer qu'un idéal de sobriété volontaire prenne le pas progressivement ? Surtout face à la menace écologique dont on parlait tout à l'heure et face au gaspillage engendré par le capitalisme. Au fur et à mesure, les personnes en auront marre et diront peut être que le train de vie doit se réduire. Ce que je dis équivaut à un plan sur la comète, il ne s'étend pas sur 10 ans. Mais je pense que c'est le rôle du philosophe : il ne peut dépendre seulement de l'immédiate actualité et qui fait que ce que je raconte là n'a aucune chance d'arriver cette année !

Intervention 12 : *La philosophie n'arrive que chez des gens qui sont déjà saturés par le confort. Le pêcheur mexicain est un sage.*

Intervention 13 : *Le pêcheur avant et le pêcheur après ne sont pas le même pêcheur. Le premier se bat pour nourrir sa famille et l'autre est là gentiment, en fin de journée.*

Christian Arnsperger : Nécessairement, l'économie de marché non capitaliste doit être massivement plus égalitaire et moins riche que l'économie capitaliste. Il y a là un enjeu : l'accepte-t-on ou pas ? Or, le problème c'est que l'égalité et la moindre richesse sont exactement deux choses que le capitalisme nous a poussé à fuir pendant trois siècles. Pourquoi ? L'égalité et la moindre richesse créent de l'angoisse surtout dans une société sécularisée, sans aspiration autre que plus de consommation. C'est un réel problème mais il faut le poser.

Intervention 14 : *Je discutais avec le patron de Nature et Découvertes et il me disait qu'il était sur une vague verte. Pendant 10 ans, ses magasins vont bien marcher car les gens continuent à consommer la même quantité qu'avant mais d'autres produits. Son grand problème, c'est ce qu'il en sera dans 15 ans. Son idéal est d'aller vers la culture de la simplicité (c'est un créatif culturel). Il aimerait donc savoir à quoi ressemblera la distribution dans 15 ans afin de pouvoir arriver à satisfaire la culture de la simplicité. On prévoit que l'on ira beaucoup dans le service et moins dans le produit : on sera plus dans la relation que et dans l'échange qu'il apporte que dans le bien matériel que l'on achète.*

Christian Arnsperger : Donc l'économie des biens et des services à la personne est déjà en train de se développer et elle arrive à capter, de plus en plus, une part des revenus et de la main-d'oeuvre de notre temps consacré à ces activités. Il faudra peut-être 200 ans pour y arriver. Lorsque Adam Smith théorisait la société capitaliste, elle en était à ses débuts. Elle a changé depuis et a pris beaucoup d'essor. Quand nous théorisons, en tant que philosophe et économiste, une théorie post capitaliste, ce sont des semences données de manière très précaire, fragile et l'on ne sait ce que cela va donner.

Intervention 15 : *On aura des menaces et des échéances telles qui feront que l'on devra réagir. Si le prix du baril ne cesse de monter, on va devoir changer nos comportements.*



Christian Arnsperger : On peut peut-être le faire sans la contrainte économique.

Intervention 16 : *Il me semble qu'il y ait une deuxième logique couplée à celle du capital, c'est-à-dire celle du progrès technologique. Ce que vous dites à propos du capitalisme peut-être valable pour le progrès technologique à ceci près qu'il a un méfait exercé via des instincts qui sont de l'ordre de la nécessité (longévité, lutte contre l'angoisse, etc.). Cela fait des millénaires que l'on assiste à des réponses symboliques (religieuses, littéraires, etc.) alors que, aujourd'hui, des personnes travaillent à des réponses techniques. Le système technico-économique remplit des besoins de base mais a aussi créé des désirs de base et il est difficile d'aller à l'encontre de ceux-ci. Quel est ce désir de l'ordre de la nécessité ? C'est celui de la longévité.*

Christian Arnsperger : On pourrait se dire que ce désir accroît d'autant plus la prégnance du capitalisme. Les incitants financiers créés par le capitalisme encouragent le développement de l'industrie pharmaceutique, du progrès technoscientifiques en nanotechnologies, etc. En plus, ces apports technoscientifiques nous promettent l'arrivée d'un être humain bionique ou avec des organes remplaçables. Cet être humain immortel rabattu sur terre (et non dans l'au-delà) verrouille le système. Mais si l'on pense que la recherche spatiale soviétique était en avance sur l'Etat capitaliste le plus développé (les Etats-Unis), on se rend compte qu'il était possible de motiver des chercheurs par autre chose que par le fait d'être engagé dans des firmes privées qui vont leur octroyer un *return* énorme. On peut, bien sûr, dire que les chercheurs travaillaient pour la gloire et que la rivalité était monnaie courante. Tout l'enjeu consiste à savoir si la rivalité est nécessaire pour faire travailler les gens et si, ensuite, la rivalité orchestrée de manière capitaliste est nécessaire. L'exemple soviétique montre que, pour le meilleur ou pour le pire, la rivalité capitaliste n'est pas nécessaire afin de mener à bien un programme technoscientifique. Vous me direz que le prix à payer était un Etat totalitaire qui embrigadait ses scientifiques. L'autre option est de croire qu'il y a plus dans l'être humain que ce qui l'a porté à créer le capitalisme et plus aussi que ce que le capitalisme a fait de lui. Ce capitalisme a fait de nous des êtres ayant une tendance à se laisser motiver par le gain matériel, à ne pas être très solidaire, etc. Tout cet épisode est-il le fin mot sur l'être humain ? N'est-il pas possible de penser qu'il peut contribuer à un certain progrès et même à une certaine espérance autrement qu'en étant guidé par les rivalités et par le gain matériel ? C'est une énorme réflexion qui ouvre l'économie sur l'anthropologie et la philosophie religieuse. Arrivé à ce point de la situation, on se pose des questions sur la nature humaine. Le livre *Le Pouvoir du moment présent. Guide d'éveil spirituel*³ de Eckhart Tolle a eu beaucoup de succès. C'est un ouvrage qui peut paraître, au premier abord, un peu New Age mais qui, en fait, est un livre absolument remarquable. Il nous fait part d'une spiritualité à pratiquer. On ne peut donc éviter ces questions car si l'on prend l'homme comme une donnée, il n'est pas besoin de faire de la philosophie. Si l'on décide de suivre ce chemin, soyons, conséquemment de bons acteurs du capitalisme contraints par la peur.

Intervention 17 : *La peur peut fortement mobiliser les gens.*

³ éd. Ariane, Canada, 2000



Christian Arnsperger : Certains prévoient d'ailleurs une guerre pour les ressources et pas du tout un partage de celles qui vont nous rester.

Intervention 18 (17) : *La réponse du politique à ces enjeux va dépendre des choix philosophiques et moraux.*

Christian Arnsperger : Je pense que c'est un gros drame que, face aux problèmes économiques, les églises ne disent plus rien là-dessus ou bien des choses assez convenues et en prise avec la logique du système. Il ne s'agit pas de se flageller. Nous sommes de ce système. Mais est-il le tout, le terme ? Si oui, la philosophie revient à se demander comment gérer son personnel, comme être flexible, etc. Ce sera plus du consulting philosophique que du questionnement radical.

Intervention 19 : *Comment voyez-vous la différence entre besoin et désir ? Le désir, en se posant par rapport au besoin, n'a-t-il pas été le commencement du capitalisme ?*

Christian Arnsperger : Il faut distinguer trois éléments : les besoins, les envies (que l'on peut aussi appeler des désirs au sens, par exemple, où je peux désirer telle ou telle personne) et le **D**ésir. Le besoin, c'est ce que, à une époque et dans une culture donnée, l'être humain ne peut pas ne pas avoir, faute de quoi il n'est pas humain. Il y a une multitude de théories sur le nombre de besoins absolument essentiels. Les envies c'est que qui, dans les besoins, ne résiste pas à l'autocritique. Toute envie ou tout désir impulsif se présente comme un besoin (il me faut tel ou tel objet). C'est la première expression d'une envie qui se cache comme besoin. Il y a là un discernement compliqué et aléatoire sur ce qui résiste absolument à l'autocritique. On se demande si l'on a vraiment besoin de cette chose. Mais que veut dire « vraiment » ? Cette notion du « vraiment » est bien en nous. Ce que l'on ressent parfois, quand cette question nous est posée, c'est de la colère : on se dit que l'on n'en a besoin alors qu'en fait on en a envie. Le livre de Tolle peut nous aider dans cette situation en ce qu'il enjoint à un discernement intérieur. Si l'on arrivait, simplement, à se dire que l'on désire cette chose mais que l'on en a pas besoin, ce serait déjà un bon avancement. Ensuite, on agit comme on le veut mais, au moins, on sait que l'on n'en a pas besoin. Au-delà de notre propre discernement intérieur, si l'on sait que l'addition de ces désirs crée le capitalisme, la pollution, etc., on peut peut-être se dire « basta ! ». Le discernement peut déjà, avec souffrance et pénibilité, distinguer dans notre esprit les besoins de nos envies.

En revanche, le **D**ésir est l'ouvert, ce qui en nous aspire à quelque chose que l'on ne peut définir, quelque chose d'infini, ce qui fait que l'on est habité par une sorte d'énergie, une créativité. C'est le **D**ésir indéterminé qui fait que nous sommes humains et qui est atteint dans les grandes pathologies où l'être humain s'effondre car il n'est plus en contact avec celui-ci. Dès lors, il vaut mieux être un hyper consommateur que ne plus avoir de **D**ésir. Le problème c'est que l'hyper consommateur ne dit pas qu'il a envie de ces choses mais qu'il ne pourra pas réaliser sa vie et ses grands projets (soit présenter ses petits envies comme de grandes choses essentielles à notre humanité profonde). Le discernement n'est jamais gagné d'avance. Le capitalisme a fini par confondre habilement les trois éléments que j'ai cités et à faire que l'énergie du **D**ésir soit intégralement déviée vers les envies qui, en plus, sont à leur tour présentées comme des besoins. Les besoins du consommateur belge ne sont pas aussi nombreux que cela ! En revanche, les envies sont nombreuses. Les entreprises capitalistes ne répondent pas aux besoins mais aux envies du consommateur.



Cela me rappelle un slogan marketing qui déclamaient : « Si vous en avez envie, dites que vous en avez besoin » ou encore « La fièvre acheteuse n'est pas une maladie honteuse » (ai-je lu dans le métro parisien). La stratégie de vente, liée au besoin de rentabilité du capital, fait que l'on a tous intérêt à croire que les gens ont besoin de ce l'on veut leur vendre et disent qu'ils en ont besoin (alors qu'ils n'en ont qu'envie). On veut que cette énorme énergie du Désir soit engouffrée et n'aille pas, par exemple, dans le renoncement religieux, la mystique, etc. Si tout le monde devenait un mystique ou un sage, on serait déjà dans le post capitalisme. La réponse à votre question est que l'on ne sait jamais totalement définir a priori la différence entre besoin et envie. Le discernement est peut-être la chose à apprendre le plus aux jeunes. Non pas leur dire que de ceci ou de cela, ils n'ont pas besoin mais plutôt leur apprendre un constant questionnement. La capitalisme a tout intérêt à ce que cette confusion non discernée entre besoin et envie perdure.

Intervention 20 : Je le vois avec ma fille qui, après avoir mangé trois tartines, dit qu'elle a faim. Je lui réponds qu'il n'est pas possible que son estomac crie famine, mais elle exprime malgré tout cette envie en utilisant une expression référant à un besoin. L'enfant nous culpabilise en nous manipulant tandis que, en moyenne, nous sommes de moins en moins capables d'accepter la frustration chez eux. Peut-être parce que l'on ne l'accepte pas chez nous-mêmes. Or je pense que cette souffrance ou cette frustration à très court terme est nécessaire pour la construction de soi et pour garder cet idéal de désir qui va nous amener à nous dépasser mais sans forcément aller dans la consommation.

Christian Arnsperger : On voit dans ce cas à quel point le capitalisme est une réponse adroite à cette pulsion très profonde de l'être humain et que les religions et les spiritualités, quand elles étaient à leur faite, essayaient de mettre doucement en lumière. Dans notre envie irrépressible de, par exemple, acheter un livre, le bouddhisme recommanderait de le reposer, d'éventuellement noter le titre, de rentrer chez soi, de s'asseoir, de méditer et de se laisser traverser par cette espèce de « douleur » (celle de ne pas céder à l'envie. Remarquons que ce n'est pas le cas pour tout le monde). On apprendra que cet état est provisoire. En général, si le lendemain on ne se souvient plus du titre, c'est que ce n'était pas très important. La stratégie du marketing est de nous attraper à tous les coins et au moment où l'on est vulnérable à ce petit passage difficile constitutif du processus du renoncement.

Intervention 21 : Mais dans les entreprises, c'est vendre plus en créant du besoin qui est d'application.

Christian Arnsperger : Que serait une économie où l'on répond aux besoins exprimés des gens mais sans chercher à leur vendre le plus mais simplement à fixer les tarifs et les prix de telle sorte que l'on n'y perde pas ? Les choses y seraient relativement modestes et non orientées vers cette expansion et cette explosion permanentes. Je serais curieux de savoir si des expériences de cette nature ont déjà été tentées et comment cette idée est perçue du côté des entreprises. Pour moi, un des critères du discernement est accepter, auquel cas, de perdre de l'argent. Qu'est-ce qu'un actionnaire qui accepterait de ne pas gagner le maximum ?



Intervention 22 : *Cela s'appelle la responsabilité sociétale des entreprises.*

Christian Arnsperger : Le fait est de savoir si elle est pleinement sincère ou pas. Dans le cas de la RSE, y a-t-il des entreprises qui, non pas pour gagner plus ensuite mais vraiment par principe, l'appliquent ?

Intervention 23 : *Il existe de telles sociétés mais elles sont, dès le départ, constituées avec cet objectif.*

Intervention 24 : *Je travaille dans un secteur qui, auparavant, était régulé et qui est dérégulé aujourd'hui. Il y a, effectivement, la marge que doit dégager l'actionnaire mais l'on ne peut mettre le travailleur sous une pression permanente. Il y a donc des mécanismes autorégulateurs qui existent.*

Christian Arnsperger : Ils ne sont pas du tout « auto » car cela amènerait, au contraire, à la pression maximale faisable.

Intervention 25 : *Je ne pense pas qu'il existe une société estimant qu'il ne faut pas mettre trop de pression car quand la concurrence est là, la pression est là aussi ! En revanche, je crois aux sociétés qui, en se créant, partent de l'objectif qui consiste à limiter son profit en répartissant tout le reste. Elles s'interdisent tel ou tel acte pour ne pas plonger dans la course au profit.*

Intervention 26 : *Les actionnaires peuvent faire des placements éthiques. Il y a certainement une sensibilisation de l'opinion publique occidentale à cette éthique de la simplicité. Parallèlement, se développe un capitalisme tout à fait sauvage en Chine. On disait que le capitalisme devait être bridé par un certain nombre de contraintes pour ne pas dériver. On peut se demander quelle tendance prendra le dessus sur l'autre sachant qu'il y a plus de Chinois.*

Christian Arnsperger : La tendance qui va prendre le dessus est presque évidente. Dans l'état actuel, se sont les Chinois qui vont remporter le « pactole ». La base du capitalisme chinois est l'équivalent de la reproduction de la course de la conquête de l'espace entre les Soviétiques et les Américains. Les Soviétiques faisaient de la concurrence aux Américains pour une question de rivalité nationale tandis que l'Etat chinois utilise ses capitalistes pour servir ses propres intérêts de puissance.

Intervention 27 : *Mais il y a aujourd'hui une volonté du Chinois de base de participer à la consommation.*



Christian Arnsperger : Certes, mais je ne suis pas sûr que les dirigeants chinois en soient ravis ou alors ils sont aveugles car ils ne se rendent pas compte de ce que cela va provoquer. S'ils sont dépassés, l'écroulement du régime communiste s'ensuivra.

Intervention 28 : *Ils commencent à être en panne de systèmes régulateurs.*

Intervention 29 : *Je pense que le régime chinois est tout à fait conscient de ce que vous dites. Il n'est pas pour un capitalisme outrancier. Il voit les drames du capitalisme mais le maintient car il se dit que c'est la seule manière de pouvoir s'en sortir. Je crois qu'ils seront en avance sur nous en ce qui concerne, par exemple, les programmes environnementaux. Même si, au niveau du développement économique (notamment l'énergie et les infrastructures), ils sont en retard par rapport à nous ; mais pour ce qui est de leur vision politique, ils sont beaucoup plus loin que nous.*

Christian Arnsperger : Ce que je voulais dire c'est que le capitalisme chinois se branche sur les mêmes pulsions humaines de base (acquisitives, de rivalités, d'angoisse, etc.). Ces pulsions ne sont pas spécifiquement occidentales. Il se fait qu'elles ont été exploitées plus tôt en Occident. Le capitalisme chinois n'a aucune raison d'aller moins bien que le capitalisme occidental. Je ne pense donc pas que ce soit vers la Chine qu'il faille se tourner pour trouver des alternatives à notre propre marasme ou à nos propres difficultés existentielles. Le capitalisme chinois viole et brutalise tout autant le taoïsme et le bouddhisme que notre capitalisme a foulé au pied la chrétienté et la spiritualité. Peut-être que dans 500 ans, la Chine en appellera à la sagesse de ses vieux maîtres taoïstes et aura le sentiment d'avoir perdu quelque chose en cours de route.

Intervention 30 : *Je suis d'accord avec votre appel à une simplicité volontaire. Mais vous avez aussi appelé les églises en renfort comme si elles pouvaient constituer une réponse. Ce serait revenir à la théologie et non à la philosophie. Or les Stoïciens ont vécu des siècles dans un esprit promouvant le discernement, la simplicité, etc. Il existe quand même des philosophies positives.*

Christian Arnsperger : Bien sûr, les sagesse antiques (stoïcisme, bouddhisme...) sont des ressources que l'on peut mobiliser, au niveau anthropologique, pour pouvoir vivre une simplicité qui ne nous soit pas fournie par notre éducation sécularisée capitaliste moderne. Ce n'est pas quelque chose que l'on enseigne à l'école bien que, par exemple, nos enfants soient plus éduqués à l'écologie aujourd'hui.

Intervention 31 : *Le capitalisme serait-il éphémère ? Autrement dit, vous réinscrivez-vous dans une vision dialectique (comme Hegel) où l'on part d'une économie agraire, en passant par une économie du troc, une économie féodale, une économie capitaliste, et ainsi de suite ?*

Christian Arnsperger : On revient à la question de la nature humaine et au fait de savoir si le capitalisme est si contingent que cela. Fondamentalement, je crois que l'on ne sortira pas du



capitalisme tant que l'on ne reposera pas la question de l'homme. Si l'humain, tel qu'il est à présent, est la base de la nature humaine, alors le capitalisme ne sera pas éphémère. Je ne suis pas dans une dialectique mécanique. Je pense en revanche que notre nature humaine est peut-être plus malléable qu'on ne le croit et que l'on n'est pas condamné à être uniquement motivé par le gain matériel et les incitants financiers. Bien sûr, cela joue un rôle dans toutes les cultures (et la Chine en est un exemple). Il ne s'agit pas de dépasser toute incitation financière car elle peut jouer un bon rôle. Mais ce qui a fait de nous des êtres humains capitalistes n'est pas une fatalité. Le questionnement économique se déplace de la critique du système lui-même à la supposition d'une lutte frontale contre le système (ce que préconisait Marx). Or je crois que le capitalisme n'est pas si contradictoire que cela. Bien sûr, il y a des tensions en son sein. Mais vu que l'être humain est capable de changer, il est également capable de rester le même s'il ne veut pas changer et donc d'encaisser les contradictions du capitalisme presque éternellement (et peut-être que la Terre sautera avant que nous ne changions).

Intervention 32 : *Dans un esprit philanthropique, on dit qu'il vaut mieux ne pas donner de poisson mais donner une canne à pêche. N'est-ce pas le jeu du capitalisme ? Il nous dit, métaphoriquement, de pêcher beaucoup de poissons, de les vendre, de les mettre sur le marché, d'avoir des consommateurs, etc.*

Christian Arnsperger : C'est la critique faite à Mohammed Yunus (prix Nobel pour l'invention du micro crédit). C'est une critique que je trouve à la fois vraie et injuste. Elle est vraie dans la mesure où si l'on fait du micro crédit, les personnes auxquelles on l'accorde l'utilisent en vue de participer à l'activité économique dominante. On leur permet, petitement au début et peut-être bien plus grandement pour certains, de devenir des acteurs « capitalistes ». En même temps, c'est injuste parce que ce que je dis là n'implique pas que ce soient les pauvres qui doivent commencer par nous donner l'exemple. Le pêcheur mexicain ne pêche pas par loisir. L'idéal, dans cet exemple (la boutade) est que le pêcheur ne soit ni un pauvre mexicain ni un pêcheur riche de la région de Lasne. Ce devrait être ce dernier qui, réellement, a réduit son train de vie. L'idée n'est pas de glorifier les actuels exclus en leur disant de ne surtout pas entrer dans ce mauvais système, de rester dehors pour que nous, nous les regardions comme des animaux du zoo. Il ne me semble pas absurde de penser que la pauvreté non choisie doit à la fois être combattue et que, dans le même temps, les riches peuvent trouver l'occasion dans la simplicité de reprendre une certaine éthique. Le micro crédit et le fait de donner une canne à pêche, pourquoi pas ? Mais cela ne doit nous dispenser de nous interroger sur le fait de savoir si l'on doit tous utiliser la canne à pêche pour rentabiliser le capital ou pour autre chose.